

Samir AMIN

Commentaires autour du texte de Tariq Amin-Khan

Je ne suis pas surpris par la critique de notre ami pakistanais Tariq Amin-Khan. Je m'y attendais. Je voudrais donc proposer quelques commentaires des critiques qu'il m'adresse, qui procèdent largement de l'ignorance de ce que j'ai écrit sur les questions qu'il soulève.

1. L'objectif de mon article était très simplement de défendre une stratégie politique qui mise simultanément à mettre en déroute le projet de Washington (et derrière lui de l'impérialisme collectif de la triade) de contrôle militaire de la Planète et celui de l'Islam politique (« modéré » ou « radical »). D'ailleurs le titre du même papier publié en français est explicite : « Mettre en déroute le projet US de contrôle militaire de la Planète, Mettre en déroute l'Islam politique, deux objectifs indissociables ». Tariq Amin-Khan partage, semble-t-il, ce point de vue et comme moi, reconnaît que les objectifs de l'Islam politique des classes moyennes (dit « modéré ») et ceux des militants islamistes « radicaux » (recrutés dans les classes pauvres) sont identiques. Les désaccords portent sur nos propositions concernant les stratégies efficaces pour mettre en déroute l'Islam politique et, évidemment, derrière elles sur quelques conceptions théoriques fondamentales concernant la modernité, l'eurocentrisme, la formation des cultures politiques des peuples.

2. J'ai proposé une analyse de la « modernité », de son émergence en association étroite avec celle du capitalisme/impérialisme historique, qui est tout sauf « eurocentrique » puisqu'elle part précisément d'une critique radicale de l'eurocentrisme. Tariq ignore semble-t-il mon **Eurocentrisme** publié par Monthly Press (1989), et pourrait – plus tard – compléter sa lecture par la seconde édition (parue en Français en 2008, en voie de publication à Monthly Press). Ma critique de l'eurocentrisme est radicale, dans le sens qu'elle ne se limite pas à l'exposition de ses expressions (comme Edward Saïd l'a fait), mais cherche à en expliquer les raisons dans le fait que l'émergence de la « modernité » est elle-même inséparable de l'expansion impérialiste du capitalisme historique. La « modernité » est donc boiteuse, contradictoire, limitée dès le départ et jusqu'aujourd'hui, parce qu'elle est « modernité capitaliste/impérialiste ». Ce que Tariq signale sous le nom des deux modernités (« technologiste » d'une part, « liberté, égalité, fraternité » d'autre part) est très exactement ce que j'ai écrit sur le sujet.

3. Je suis surpris que Tariq ait pu croire que j'ignorais les conditions objectives misérables faites par le capitalisme aux peuples des périphéries (musulmanes entre autre), qui sont à l'origine des succès de l'Islam politique contemporain. J'ai non seulement écrit des livres entiers consacrés à la polarisation inhérente à l'expansion mondiale du capitalisme réellement existant (que j'associe de ce fait à l'impérialisme à tous les stades de son déploiement), mais encore très explicitement rapporté les réponses que l'Islam politique (et bien d'autres mouvements de masse contemporains) à ces effets destructeurs de peuples entiers.

4. Pour cette même raison je n'ai jamais assimilé l'Islam politique du monde moderne à l'Islam « traditionnel » « précolonial, pré-moderne ». J'ai même très explicitement marqué la différence. Précisément dans **l'Eurocentrisme** j'ai proposé une lecture de l'histoire antérieure à la modernité capitaliste qui plaçait l'accent sur les similitudes des formes des pouvoirs que j'ai qualifiés de « tributaires », en place dans l'Europe médiévale chrétienne, l'Orient arabo-

musulman, la Chine confucéenne. Voir en particulier mes développements concernant les métaphysiques cherchant à concilier Foi et Raison, leurs similitudes au-delà des « spécificités » de leurs formulations, que j'ai relativisées par ce fait. J'ai dit très explicitement que les modes de gestion des sociétés modernes – du capitalisme dans ses centres impérialistes et dans ses périphéries dominées – n'avaient plus rien à voir avec ceux des temps antérieurs et rejeté catégoriquement depuis longtemps les propositions de « modernisation » par l'attaque des « vestiges dits traditionnels ». J'ai été jusqu'à dire qu'il n'y avait plus de tels « vestiges » tant les formes d'apparence traditionnelles ont été remodelées pour servir l'expansion capitaliste.

5. L'Islam politique est un phénomène moderne. Tariq n'a pas vu que c'était là ma thèse elle-même. Tous les mouvements idéologiques, politiques et sociaux du monde « moderne » (c'est-à-dire du capitalisme réellement existant, mondialisé et polarisant, donc impérialiste par nature) sont modernes, parce qu'ils sont indissociables du capitalisme. Le libéralisme démocratique bourgeois, conservateur ou réformiste, les socialismes (la social démocratie, les communismes historiques), les fascismes, les ethnocentrismes (ou para ethniques), les nationalismes des puissances impérialistes, ceux à travers lesquels se sont exprimées les résistances des peuples dominés, les mouvements de « renaissance religieuse », dans toutes leurs formes, qu'il s'agisse de théologie de la libération, de reprises d'apparence « fondamentaliste » chrétienne et autres, de « sectes » nouvelles, tous ces mouvements sont tous « modernes ».

6. Mais il ne suffit pas de les comprendre tous comme tels. Encore faut-il les départager, et identifier ceux qui portent la société vers l'avant, et qui à partir de la critique de la modernité capitaliste, participent à l'invention de la modernité socialiste.

Je suis marxiste, défenseur du potentiel créatif du marxisme, et pense que les outils du matérialisme historique – et eux seuls – permettent de comprendre la nature des défis véritables auxquels sont confrontés les travailleurs et les peuples victimes du capitalisme et de sa modernité. D'autres formes de pensée, non moins importantes (elles sont même dominantes tant que le capitalisme est en place), défendent l'ordre existant, au nom de la « démocratie libérale » bourgeoise (à la Habermas), ou à celui d'une quelconque interprétation religieuse (ou para religieuse) ou ethnique (ou para ethnique) qui intègre le « respect de la propriété » dans sa conception des droits fondamentaux. Certaines de ces formulations ont été carrément réactionnaires, comme le fascisme en témoigne. Le fait que les mouvements qu'elles ont inspiré aient recruté leur piétaille dans les classes les plus défavorisées ne réduit en rien leur caractère d'utopies réactionnaires. Je range l'Islam politique (même au pluriel les Islam politiques), mais pas lui exclusivement, tout également l'hindouisme politique, le bouddhisme politique, le fondamentalisme chrétien nord américain, les nouvelles sectes et d'autres, dans cette grande famille des illusions, d'apparence « passéistes » (mais en fait modernes), capables dans certaines circonstances de mobiliser les « pauvres ». Leur succès – comme dans le moment actuel – est le produit de l'échec des gauches (socialistes) concernées à faire face à l'offensive du capital, saisissant l'occasion historique fournie par l'érosion puis l'effondrement des forces progressistes qui avaient façonné l'après seconde guerre mondiale.

L'histoire ne met pas toujours en scène deux camps de forces lucides, les unes conservatrices, les autres progressistes. La scène est parfois occupée par des forces qui, faute de lucidité, enferment les sociétés concernées dans des impasses tragiques. Je dis que l'Islam politique, et d'autres, ont cette nature. J'ai même écrit qu'une bonne partie des « mouvements » qui se

retrouvent dans les Forums Sociaux sont des impasses et proposé, au-delà de leur analyse, quelques principes capables, peut être, d'ouvrir la voie à leur dépassement.

J'avais été un critique précoce des avancées produites dans les sociétés asiatiques et africaines à l'époque de Bandoung. Dès 1963 j'analysais les contradictions et limites de l'expérience nassérienne et exprimais la crainte qu'elle conduise l'Égypte à ce qui est devenu l'*infitah* (l'ouverture compradorisée) et l'Islam politique. Cet ouvrage (Hassan Riad, L'Égypte nassérienne) a circulé en arabe sous le manteau, mais n'a jamais été traduit en anglais. Les évolutions ultérieures n'ont pas démenti mes craintes.

7. La nature des impasses auxquelles j'ai fait référence ne peut pas être analysée par les moyens du « post-modernisme ». A mon avis, les études dites « post coloniales » mises à la mode dans les Universités des Etats Unis ne sont elles mêmes rien d'autre que des expressions naïves des impasses en question elles mêmes, une opinion que Tariq ne paraît pas partager.

8. Je rejette toujours avec la même obstination peut être toute forme de « culturalisme » que j'ai défini comme l'affirmation « d'invariants (para) culturels ». Ce rejet est au cœur de ma critique de l'eurocentrisme, mais également des « eurocentrismes inversés » (pour reprendre l'expression de Khaled El Azm) que sont les culturalismes islamistes et autres contemporains.

En rejetant l'hypothèse culturaliste j'osais affirmer, très tôt (référence le livre Samir Amin, André Gunder Frank, *L'accumulation dépendante*, publié en 1978) que la « modernité » (et le capitalisme) était en construction dans une bonne partie du monde précapitaliste avancé, et pas seulement en Europe. J'ai continué à explorer cette question par des lectures de l'histoire qui m'ont amené à mettre en relief l'invention précoce de la modernité amorcée en Chine trois à cinq siècles avant l'Europe. J'ai également osé avancer que cette amorce, visible dans le monde arabo-musulman des premiers siècles de l'hégire, avait finalement avorté et produit une longue « décadence ». J'ai situé dans ce cadre les raisons pour lesquelles la *Nahda* arabo-islamique du XIXe siècle n'annonçait pas une sortie de l'impasse, mais au contraire y enfermait les sociétés concernées. Ces écrits, publiés dans des versions davantage argumentées en langue arabe que dans leurs versions abrégées françaises (et parfois anglaises), me valent bien entendu bien des critiques, venant de ceux qui cherchent à se réconcilier avec l'Islam politique (comme Bourhane Ghalioune).

Cela étant le triomphe du capitalisme historique constitué à partir de l'Europe a imposé sa version de la modernité et reléguée les potentialités d'autres voies de son invention aux oubliettes de l'histoire.

9. Je n'ai jamais été insensible à l'islamophobie, comme le suggère Tariq. Mais l'islamophobie n'est pas la seule phobie que les pouvoirs dominants s'emploient à promouvoir dans les opinions occidentales. Que dire de la sinophobie qu'une défense indécente de la théocratie esclavagiste du Dalai Lama alimente ?

La thèse que j'ai développée sur ce terrain est que le capitalisme/impérialisme vieillissant (devenu obsolète) a désormais besoin d'engager l'impérialisme collectif de la triade dans une guerre permanente contre le Sud, que la militarisation de sa mondialisation est le seul moyen pour lui de garantir l'accès à toutes les ressources de la planète pour le bénéfice exclusif des pays du Nord. Ce capitalisme obsolète prépare ce que j'ai qualifié « d'apartheid à l'échelle

mondiale », lequel implique une adhésion collective à des conceptions racistes. Tariq le constate (chez ses étudiants à Toronto) mais ne poursuit pas l'analyse au-delà.

10. Je ne crois pas correct l'assimilation hâtive de l'Islam des banlieues européennes et américaines et de l'Islam politique dans les pays musulmans (je n'accuse pas Tariq de cette confusion, hélas fréquente).

L'Islam des banlieues (mais tout également la négritude et d'autres expressions de même nature) est le produit évident de la discrimination sociale (avant d'être « culturelle ») dont sont victimes les immigrés pauvres. Les « communautarismes » érigés en mode de gestion de cette soit disant « diversité » par les pouvoirs (réactionnaires) du capital dominant, en particulier aux Etats Unis et en Grande Bretagne, renforcent l'impact des réponses illusoires « islamistes » (et d'autres) et retardent l'engagement des classes concernées dans des luttes sociales pour leurs droits et l'égalité. La gauche (socialiste) n'a rien à attendre d'alliances (illusoires) avec les communautarismes des victimes. Sa responsabilité est située ailleurs : on devrait attendre d'elle qu'elle s'engage avec les banlieues concernées dans des luttes pour les droits, dans une perspective de renouveau socialiste.

11. Il est toujours risqué de traiter de l'Islam politique en général, sans prendre suffisamment en considération les situations concrètes, différentes d'un pays musulman à l'autre.

J'essaye d'éviter cet amalgame dangereux.

Mais je ne renonce pas à la distinction que j'ai proposée, séparant les cas de l'Arabie Saoudite et du Pakistan de ceux des « autres pays musulmans » (eux-mêmes divers).

Concernant l'Arabie Saoudite, j'ai écrit que l'Islam wahabite constituait une forme fruste à l'extrême, produite par la société nomade archaïque de la Péninsule. Cette forme est devenue, grâce à l'océan de pétrole sur lequel nage l'Arabie Saoudite, une idéologie d'Etat, lui-même allié subalterne de l'impérialisme des Etats Unis ; son serviteur inébranlable. Je crois que Tariq partage mon point de vue. Il reste que grâce aux pétro-dollars le wahabisme s'impose dans les Islam politiques « sunnites », avec des effets dévastateurs visibles : comportements sociaux ultra réactionnaires, formalisme ritualiste creux, dérives confessionnalistes criminelles (haine des Chiites). On ne peut pas ne pas tenir compte de ces réalités.

Tariq est en désaccord avec moi concernant le Pakistan. Je n'ai pas l'outrecuidance de le « réfuter » sur ce plan. Tariq connaît le Pakistan de l'intérieur, moi de l'extérieur. J'aimerais espérer que ce qu'il dit du potentiel de sa société est correct. Je le souhaite.

Mais je reste peu convaincu, en dépit de mes ignorances concernant son pays. J'ai osé écrire que pour moi la création même du Pakistan était une aberration et qu'elle condamnait le pays à s'engager dès le départ dans une impasse dont je ne vois pas le bout du tunnel jusqu'à ce jour. Fondé sur le refus de se reconnaître comme des provinces musulmanes de l'Inde, le Pakistan ne peut exister que sur la base de l'affirmation permanente de son caractère « islamique ». La classe dirigeante, même si elle prétend se distinguer des Islams politiques des classes moyennes et populaires, ne peut qu'adhérer elle aussi au même mythe fondateur. Ce n'est donc pas par hasard que le Pakistan ait été un Etat client de Washington depuis son origine. Qu'il ait été mobilisé – avec l'Arabie Saoudite, pas par hasard – par les Etats Unis pour faire contre poids à Bandung par la création d'une « Conférence islamique ». La

diplomatie de Delhi l'avait bien compris et pour cette raison choisi un rapprochement avec Moscou et même Kaboul (à l'époque dite « communiste »). Mais aujourd'hui l'Inde et le Pakistan sont l'un et l'autre des « amis » de Washington, contraint de gérer comme il le peut le conflit entre les deux pays.

La place de l'Islam, et des Islams politiques, dans les autres pays musulmans est tout à fait différente. Il n'y a généralement pas confusion ici entre « l'identité nationale » et l'identité religieuse. A l'époque de Bandoung – et même avant pour certains pays – les pays arabes ont été d'abord affirmatifs de leur nationalité arabe (au singulier ou au pluriel) et ouvert la voie à des avancées laïcisantes (timides à l'extrême, comme celles qui concernaient la démocratie). L'Islam politique n'est pas ici un phénomène post colonial comme l'imaginent nombre d'universitaires nord américains, mais un phénomène beaucoup plus récent, post Bandoung.

Durant la période coloniale elle-même l'Islam est loin d'avoir été au centre de la résistance. Les Islamistes ont sur ce sujet inventé une histoire qui n'est pas celle qu'un examen de la réalité inspire. Les pouvoirs coloniaux ont parfaitement compris que l'exercice des pouvoirs religieux (ici de l'Islam, mais ailleurs de l'hindouisme ou du bouddhisme) pouvait être mis à leur service. Le cas de l'Algérie est ici frappant : les Français n'ont jamais « combattu l'Islam » dans leur colonie, mais au contraire fait respecter intégralement la « sharia » par des cadis obscurantistes. C'est la République algérienne qui s'était timidement engagée dans des réformes laïcisantes. Et ce que réclament les Islamistes aujourd'hui n'est rien d'autre que le retour aux pratiques du temps colonial !

Cela étant j'étais – et demeure – critique des « avancées » de l'époque de Bandoung, pour leur timidité sur tous les plans, allant de l'autonomie du développement économique au refus de démocratiser la gestion sociale et à leur volonté de soutenir l'islam comme contrepoids à la « menace communiste ». Les régimes du nationalisme populaire ont ainsi préparé la relève comprador/islamiste (les deux termes étant indissociables). J'ai écrit, concernant l'Egypte, que les trois forces qui occupent le devant de la scène – l'Islam politique (les Frères Musulmans et les autres), le « régime », les prétendus « démocrates » américanophiles – sont en réalité des représentants d'une seule et même classe dirigeante, comprador et « islamiste ».

12. Mais, nous dit Tariq, on ne peut pas ignorer que l'Islam politique est en guerre contre les Etats Unis.

L'administration de Washington le dit. Elle en a besoin car c'est son seul moyen de légitimer aux yeux de son opinion et de celle de ses alliés subalternes de l'OTAN la mise en œuvre de son programme de contrôle militaire de la Planète, sous prétexte de « guerre au terrorisme ». Mais les guerres en question doivent être examinées de plus près.

En Afghanistan les Talibans font effectivement feu sur les troupes d'occupation. Mais ils sont tout à fait disposés à gérer l'Afghanistan, en toute amitié avec Washington, à condition que les armées étrangères quittent le pays. Les Etats Unis sont ici effectivement pris au piège, car ils ne peuvent pas évacuer ce pays, ce qui annihilerait la valeur de leur argument surpême (la « guerre au terrorisme »). Al Qaida est utile, nécessaire, et ne doit pas être extirpée.

En Irak les coups des Islamistes ne sont pas portés exclusivement contre les troupes d'occupation. Peut-on ne pas prendre en considération le succès des services de la CIA qui sont parvenus à créer la guerre civile, opposant les Islamistes sunnites aux Chiites ? Sans

doute Washington a-t-il échoué politiquement, le régime qu'il protège ne bénéficiant d'aucune crédibilité. Mais d'un autre côté les résistances irakiennes sont très loin d'être devenues capables de mettre en déroute militaire l'occupant. En comparaison, les Vietnamiens eux étaient parvenus à chasser l'occupant sans invoquer une légitimité religieuse quelconque, et sans dérives « terroristes ». L'idéologie de l'Islam politique est-elle sans responsabilité dans cet échec irakien ?

Au Liban Hezbollah a effectivement infligé une défaite militaire aux agresseurs israéliens. Il n'empêche qu'avant eux les Communistes libanais avaient prouvé leur capacité d'en faire autant au Sud Liban. Hezbollah a été mis en place ici par la conjonction des soutiens de l'Iran, de la Syrie et des puissances occidentales, qui, en dépit de leurs divergences, craignaient les Communistes bien plus que des Islamistes. Hezbollah constitue à son tour une impasse politique pour le Liban, car son projet politique et social est inacceptable pour les non Chiites et n'est probablement même pas accepté spontanément avec enthousiasme par les Chiites comme les Ayatollahs et l'administration de Washington veulent le faire croire.

En Palestine Hamas ne paraît guère non plus pouvoir être « plus efficace » dans l'organisation de la riposte à l'occupation et aux interventions israéliennes que ne l'eussent été les « laïcs » d'autres organisations palestiniennes. Celles-ci ont été éliminées par des politiques développées systématiquement par Israël, les Etats Unis et l'Europe.

Sur toutes ces guerres je me suis exprimé avec beaucoup plus de précisions que Tariq ne le soupçonne.

J'ai du mal à comprendre la véhémence de l'observation de Tariq à mon endroit sur ce sujet. Car je n'ai pour ma part aucune difficulté à comprendre pourquoi les jeunes Européens ont défilé avec enthousiasme derrière les portraits de Ho Chi Minh, de Che Guevara, les drapeaux palestiniens, mais pas derrière les bannières des Ayatollahs et de Ben Laden. Il faudrait le comprendre aussi dans les pays musulmans.

13. Oui je suis partisan de l'adoption du principe absolu de la laïcité, de la séparation politique/religion.

La laïcité radicale est la condition de la mise en œuvre d'une démocratie créatrice, qui n'a pas à justifier ses avancées par une interprétation du passé – religieux ou autre – laquelle opère toujours comme un frein conservateur. La laïcité radicale est indissociable de l'ambition d'émancipation de l'être humain et de la société. C'est la raison pour laquelle la laïcité radicale a été revendiquée par toutes les grandes révolutions des temps modernes (la française, la russe, la chinoise), qui ont produit les meilleurs moments des progrès démocratiques et sociaux. Cela étant les progrès de la laïcité ont été lents, rythmés par les avancées de la modernité bourgeoise, l'amarce d'avancées populaires à vocation socialiste ouvrant la voie du dépassement de cette même modernité bourgeoise, mais aussi par les reculs ultérieurs qui ont frappé les sociétés concernés.

La modernité bourgeoise elle-même se conjugue au pluriel. Les premiers pas timides de la laïcité ont été inventés en Europe pour mettre un terme aux guerres de religion et substituer aux fanatismes confessionnels le principe de la tolérance.

Les Etats Unis, constitués à partir de l'émigration de sectes dissidentes ont consacré ce principe de tolérance mais ne sont jamais allés plus loin dans leur concept limité de laïcité.

En Europe la laïcité elle-même n'a été conçue comme radicale que dans les moments de son association aux grandes révolutions, en particulier à partir du moment jacobin de la révolution française. Ailleurs, en Angleterre, en Allemagne, en Italie la modernité bourgeoise ne s'est frayée la voie qu'à travers des compromis avec les classes dirigeantes des Anciens Régimes, soutenues par les Eglises. De ce fait la laïcité dans ces sociétés demeure limitée. Je ne crains pas d'être accusé ici de « francophilie » par ma prise de position en faveur de la laïcité radicale inventée par le peuple révolutionnaire français. Je m'y trouve en bonne compagnie, avec Marx.

La laïcité a donc connu ses moments d'avancées et de reculs, en relation avec les exigences des stratégies politiques des blocs dominants sur lesquels repose la reproduction capitaliste. Je n'hésite pas à considérer que sur ce plan, comme sur tous les autres plans de la réalité sociale, l'Europe contemporaine traverse une phase de recul de la laïcité associée au recul de la démocratie et à l'affirmation du pouvoir exclusif des oligopoles. La « constitution européenne », les discours concernant les origines « chrétiennes » (ou « judéo-chrétiennes ») de la civilisation européenne, sont là pour en témoigner.

Les progrès de la laïcité ont été encore plus limités et plus lents dans les périphéries dominées du système mondial, pour des raisons évidentes concernant la timidité et la faiblesse des forces politiques et sociales dirigeantes dans les blocs sociaux de la libération nationale. Ce qui a été réalisé dans ce domaine n'a jamais dépassé le stade « d'avancées laïcisantes », même en Turquie Kémaliste, comme les avancées sur d'autres plans n'ont guère été plus que « démocratisantes ».

Enregistrer ces faits ne doit pas conduire à la conclusion que la laïcité radicale serait « inutile » ici et que les formules « modérées » en réduisant la portée seraient « meilleures », « plus respectueuses de la diversité culturelle ». La perspective ne peut être que celle de la longue transition séculaire au socialisme, à la démocratie créatrice, à l'émancipation, à la laïcité. Sans doute le progrès sur cette voie sera-t-il lent, fait de moments d'avancées (limitées) et de reculs (possibles). La laïcité tout court et la laïcité radicale ne concernent pas seulement les peuples « européens et chrétiens », comme le prétendent les Islamistes, les Hindouistes, les Bouddhistes et les idéologues du post colonialisme. Elle concerne tout autant les uns et les autres : il n'y a pas de progrès social démocratique possible sans l'abolition des théocraties esclavagistes du Bouddhisme politique, sans l'abolition de la sacralisation des castes par l'hindouisme, sans l'abandon du projet de l'Etat islamique. Il n'y aura pas même d'avancées fortes dans la voie de la libération de la domination impérialiste sans progrès de la laïcité et de la démocratie créatrice.

Notre moment est celui d'un recul sur tous ces plans, dans les pays musulmans, dans les autres pays du Sud, comme dans ceux du Nord. Faire l'analyse des raisons de ce recul, penser les stratégies politiques qui permettent de sortir du tunnel, s'imposent à tous, au Sud comme au Nord.

14. La question de la réalité religieuse, de sa place dans l'histoire et dans les constructions de l'avenir, ne se réduit pas à celle de la laïcité.

Je ne suis pas de ceux qui pensent que les croyances surnaturelles (donc également de leurs formes religieuses) disparaîtront un jour, « d'elles mêmes ». J'ai écrit que l'être humain était un « animal métaphysique » qui a besoin de surmonter les angoisses de la vie (même au-delà du capitalisme) par le recours au surnaturel toujours réinventé. Je me retrouve ici encore en

bonne compagnie : telle est ma lecture de « la religion opium du peuple » (selon la formule de Marx). L'opium est nécessaire, c'est le seul moyen d'atténuer la douleur. Mais il est aussi toujours porteur du danger d'endormir, de faire oublier les causes de la douleur et de renoncer à les combattre.

J'ai proposé quelques lectures de l'histoire des religions (christianisme et Islam en particulier) en plaçant l'accent sur les transformations internes par le moyen desquelles celles-ci ont survécu aux changements sociaux, leur permettant en particulier de devenir compatibles avec les exigences de la modernité capitaliste. J'ai salué les tentatives contemporaines d'amorce d'interprétations qui soutiennent le combat pour le socialisme à venir, en particulier celles de la « théologie (chrétienne) de la libération ». Le monde musulman a besoin de s'engager dans cette voie. La Nahda du XIX^e siècle ne l'a pas fait, ais-je dit. L'Islam politique s'y oppose. Je suis contraint de constater ici que la seule tentative allant dans ce sens – celle de Mahmoud Taha – a été étouffée dans l'œuf par les Islamistes. La pendaison de Taha n'a soulevé, à ma connaissance, que la protestation de deux égyptiens « non croyants » (Ismaïl Abdalla et moi-même). Aucun Islamiste, même prétendu « révolutionnaire » n'a trouvé révoltant l'assassinat pour « atteinte au caractère sacré des dogmes ». La tentative de Ali Shariati dans le monde Chiite iranien n'a pas eu de lendemains.

L'Islam politique n'est pas un mouvement de rénovation religieuse, mais seulement un mouvement politique mobilisant l'adhésion religieuse dans sa forme la plus creuse, ritualiste, conformiste et réactionnaire. Son succès n'abolit pas ces caractéristiques. Dans ces conditions l'Islam politique ne pouvait que dériver en direction d'affirmations confessionnelles fanatiques, invitant entre autre Sunnites et Chiites à se haïr mutuellement.

15. Que faire ? Comment reconstruire une pensée et une action authentiquement progressistes ?

J'ai rejeté catégoriquement les propositions du « libéralisme politique prétendu démocratique » selon lesquelles « la démocratie (dans les pays musulmans) devrait s'adapter à la reconnaissance d'une forte présence sociale de l'Islam ». En m'attribuant l'adhésion à cette proposition Tariq commet simplement une erreur de lecture. Je dénonçais cette proposition et son corollaire, la renonciation à la laïcité.

La gauche progressiste ne peut pas renoncer au combat idéologique. Dans les pays musulmans elle a le devoir de faire comprendre que l'Islam politique n'est pas la solution, mais une illusion qui cache une capitulation devant les défis réels. Sur tous les plans, de l'analyse de ses textes fondateurs (ce à quoi j'ai contribué par ma critique précoce de Sayed Qotb) à celle des stratégies politiques des organisations dites islamistes.

Ce combat nécessaire n'est néanmoins pas suffisant. Le combat majeur, celui qui définit ce qu'est la gauche progressiste (et socialiste bien entendu), se déploie sur les terrains des luttes sociales pour les droits des travailleurs (salaires, conditions de travail, droits syndicaux, droits de grève), des paysans (accès au sol), des femmes (réformes radicales des statuts personnels), des citoyens (accès à l'éducation, à la santé, au logement). Combattre sur ces terrains n'est pas « substituer ces luttes à celle contre l'impérialisme ». Au contraire le combat anti-impérialiste – qu'on ne peut pas réduire à une rhétorique – ne devient réel et efficace que dans la mesure où il est conduit par les classes populaires renforcées par la conquête de leurs droits.

Sur ce plan les régimes en place et les mouvements islamistes sont fondamentalement les adversaires de ces luttes sociales. Et la violence des moyens répressifs qu'ils déploient – ensemble – et avec les applaudissements (ou au moins le silence) des diplomaties impérialistes, n'a pas besoin d'être rappelée.

Il y a néanmoins quelques signes qui indiquent la possibilité de la sortie du tunnel, en Egypte et en Algérie entre autre. Les grèves ouvrières en Egypte et en Algérie ont créé les conditions pour l'émergence de syndicats authentiques. Les luttes des paysans en Egypte en conflit avec les anciens propriétaires autorisés à récupérer les terres de la Réforme Agraire, mobilisent des centaines de milliers de ruraux. Tous les mouvements se réclament de l'Islam – y compris ceux qui se prétendent les plus radicaux – non seulement ont été parfaitement absents dans ces luttes, mais ont carrément pris position officielle contre elles, dénonçant les « communistes athées », « les ennemis de la propriété sacro sainte » etc. qui seraient, selon eux, à leur origine !

C'est du développement de ces luttes, et d'elles seules, de l'entrée en scène de la gauche progressiste et socialiste à leurs côtés, que dépendront la sortie du tunnel, le succès d'avancées sociales et démocratiques, le recul des illusions « islamistes », le progrès nécessaire de la laïcité.

Readings

I shall restrict the list to my writings directly concerned with the matter of this paper, preferably English writings, but mentioning also at least the dates of the French originals. I shall not mention Arabic writings, of little use probably for the foreign readers.

1. Books in English

- Eurocentrism, Monthly Review Press, 1989 (French 1988),
- Delinking, Zed 1990 (French 1985)
- Maldevelopment, Zed (French 1989)
- Obsolescent capitalism, Zed 2003, (French 2002)
- The liberal virus, Pluto 2004, (French 2003)
- Beyond US Hegemony,, Zed 2006 (French, 2005)
- The world we wish to see, Monthly Review Press 2008,(French, 2006)
- Samir Amin and Andre Gunder Frank, Let's not wait for 1984, Monthly Review 1981 (French 1978)

2. Books in French

- Du capitalisme à la civilisation, Syllepse 2008. (English translation coming soon, Tulika Publ. India)
- Modernité, Religion, Démocratie, Parangon 2008 (English translation, Eurocentrism, enlarged, Monthly Review, coming soon).
- L'hégémonisme des Etats Unies et l'effondrement du projet européen, L'Harmattan 2000. (English, partly, in. ; Nils Anderson (ed) , International Justice and Impunity, the case the US, Clarity Press, Atlanta)
- Samir Amin, André André Gunder Frank, l'Accumulation dépendante, Anthropos 1988

3. Articles in English

- Impérialisme and Culturalism complement each other, Monthly Review, June 1996.
- The theocratic temptation, Judaism, Christianity, Islam, Dialectic, Cosmos and Society N° 12, 1999, Schaumburg, USA
- Confronting the Empire, Monthly Review, August 2003.